



MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION
MINISTRY OF COMMUNICATION

COMMUNICATION GOUVERNEMENTALE

**REPONSE DU GOUVERNEMENT CAMEROUNAIS AUX
AFFIRMATIONS INFONDEES ET OUTRANCIERES
CONTENUES DANS LE RAPPORT DE L'ONG HUMAN
RIGHTS WATCH,
PUBLIE LE 25 FEVRIER 2020**

POINT DE PRESSE DU MINCOM

DECLARATION

DE

S.E.M. RENE EMMANUEL SADI
MINISTRE DE LA COMMUNICATION

Yaoundé, le 27 Février 2020

Mesdames, Messieurs,

L'Organisation Non Gouvernementale dénommée « Human Rights Watch » a publié le 25 février 2020, un rapport manifestement partial et essentiellement à charge, contre les Forces Nationales de Défense et de Sécurité, intitulé : « Cameroun : Massacre de civils dans la région séparatiste. »

Dans ledit rapport, il est fait état, une fois encore de façon totalement infondée, « du meurtre de vingt-une personnes civiles dont une femme et treize enfants, dans une attaque armée menée le 14 février 2020, dans la localité de Ngarbuh, Département du Donga-Mantung, Région du Nord-Ouest. »

En outre, les Forces Nationales de Défense et de Sécurité y sont accusées d'avoir « incendié cinq maisons et commis de nombreux pillages et autres passages à tabac des populations, accompagnées en cela par plusieurs membres de l'ethnie peule Mbororo. »

Le Gouvernement de la République rejette en bloc les allégations contenues dans ce rapport de « Human Rights Watch », et rappelle à l'intention de la communauté nationale et internationale, qu'à la suite de l'incident survenu à Ngarbuh, LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, SON EXCELLENCE PAUL BIYA, a prescrit une enquête, en vue de clarifications approfondies de tous les aspects liés à cet incident.

Alors que l'enquête est en cours, l'ONG « Human Rights Watch », à l'instar de plusieurs autres groupes

revendiquant le statut d'activistes politiques ou de défenseurs des droits humains, s'est empressée de publier un bilan erroné de ce regrettable incident, tout en décrivant avec force détails et de façon fantaisiste, les péripéties supposées de l'enchaînement des faits, ainsi que les auteurs présumés, sans avoir effectué la moindre descente sur le terrain, ni une quelconque investigation.

Le Gouvernement camerounais dénonce fermement cette démarche, qui illustre sans conteste toute la mauvaise foi de ces organisations, inlassablement déterminées à porter atteinte à l'image du Cameroun et à la stabilité de nos Institutions.

Il convient tout d'abord, de noter que c'est la méthodologie des recherches censées soutenir ce rapport de « Human Rights Watch », qui est sujette à caution, et par conséquent, traduit toute la légèreté de la démarche trompeuse entreprise par cette ONG.

C'est le lieu de préciser que « Human Rights Watch » ne dispose d'aucune preuve matérielle susceptible d'étayer ses affirmations, au regard de la vacuité des données présentées à l'opinion à partir des éléments ne reposant sur aucune investigation sérieuse.

Il est loisible pour tous de constater que le rapport de cette ONG, par ailleurs coutumière des accusations gratuites contre le Cameroun, est articulé autour de prétendus témoignages du reste non authentifiés, inspirés par des sources généralement non identifiées dont personne ne peut certifier la fiabilité.

On peut aussi constater que, même dans l'hypothèse de l'effectivité des témoignages, ceux-ci sont toujours à charge contre le Gouvernement camerounais, parce que obtenus sous la contrainte, auprès des populations qui sont, soit inféodées malgré elles aux terroristes, soit, menacées de représailles qu'elles pourraient subir du fait d'un témoignage mettant en cause les bandes armées sécessionnistes.

Cette peur de témoigner objectivement ou d'afficher une position qui pourrait déplaire aux terroristes, n'épargne pas non plus, certaines hautes personnalités des organisations internationales et même des autorités morales, tels que les Chefs religieux et les Chefs traditionnels, voire des leaders politiques, astreints au silence par peur de représailles.

« Human Rights Watch » affirme par ailleurs s'être appuyée sur des images satellitaires montrant des habitations en feu dans la localité de Ngarbuh, pour ainsi incriminer les Forces Camerounaises de Défense et de Sécurité.

Dès lors, la question qu'il convient de se poser est celle de savoir, si l'existence de telles images suffit à prouver que l'Armée camerounaise est l'auteur de ces incendies ? Certainement pas.

Du reste, dans ses différentes communications sur cet incident, le Gouvernement a lui-même indiqué que c'est au cours des accrochages qui ont eu lieu entre six éléments d'élite des Forces Armées Camerounaises et les sécessionnistes lourdement armés, qu'un incendie s'est déclaré dans le refuge fortifié qui contenait des

explosifs et des produits inflammables stockés par lesdits rebelles.

Il s'en est suivi des explosions, puis des langues de feu qui se sont propagées jusqu'aux habitations voisines.

En tout état de cause, ce qui achève de convaincre sur la partialité absolue de « Human Rights Watch » dans l'élaboration de son rapport, ce sont les accointances avérées entre l'auteur dudit rapport et les milieux terroristes.

Le Gouvernement camerounais détient en effet depuis quelques jours, des preuves irréfutables établissant des liens entre d'une part, Madame Ilaria Allegrozzi, présentée comme chercheuse senior au sein de l'ONG « Human Rights Watch », auteur du rapport biaisé incriminant les Forces Armées Camerounaises, et d'autre part, de nombreux terroristes sécessionnistes qui mettent régulièrement à sa disposition et à sa demande, depuis le début de la crise dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, des photographies, des vidéos, ainsi que des informations sur leurs diverses abominations, afin que celles-ci servent plutôt d'arguments à charge contre nos Forces de Défense et de Sécurité.

S'agissant des liens entre les bandes criminelles qui sèment terreur et désolation parmi les populations de ces deux Régions, l'interpellation le 24 février 2020, d'un dangereux terroriste sécessionniste dénommé NFOR YACUBU, et l'exploitation de son téléphone portable, ont permis d'établir que l'intéressé entretient

d'étroites relations de complicité active avec Madame Ilaria ALLEGROZI.

C'est ainsi que dans plusieurs de leurs échanges par messages téléphoniques, cette dernière demande au terroriste, alors présenté comme un spécialiste du trucage d'images destinés à la propagande sécessionniste, au-delà de tous les crimes, violences et trafics illicites auxquels il se livre au quotidien, « de lui fournir autant que possible, en les fabriquant de toute pièce, des documents visuels, photographies et vidéos, montrant les Forces Camerounaises de Défense et de Sécurité en train de commettre des violences sur des civils.»

Pour y parvenir, on sait aujourd'hui que la plupart de ces terroristes se déguisent en policiers, gendarmes et militaires, en arborant les tenues des Forces Nationales de Défense et de Sécurité, pour tromper la vigilance des populations et commettre les violences les plus atroces, sous l'étiquette de l'Armée camerounaise.

Aussi, les images servies à Madame ALLEGROZI de « Human Rights Watch », sont-elles allègrement présentées, pour soutenir les violences imputées aux Forces Camerounaises de Défense et de Sécurité.

Dans une autre de leurs multiples conversations, Madame ALLEGROZI demande à son affidé, le terroriste sécessionniste NFOR YACUBU, « de toujours prendre la précaution de supprimer sur son téléphone, tous les contenus de leurs conversations, pour des raisons de sécurité.»

C'est dire, au regard de nombreux autres éléments émanant de l'exploitation dudit terroriste, que le Gouvernement est aujourd'hui en mesure d'affirmer que les prétendues investigations de « Human Rights Watch » dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, se sont limitées aux contre-vérités inventées par son acolyte, le terroriste NFOR YACUBU, au moyen de techniques de trucages sophistiqués.

Mesdames, Messieurs,

Voilà donc comment fonctionne cette terrible usine à mensonges montée par Madame Ilaria ALLEGROZI, et dont « Human Rights Watch » se sert de façon ignoble, dans un objectif de stigmatisation systématique des Forces Armées Camerounaises, et partant, de déstabilisation de nos Institutions.

Il est sans doute important de révéler que Madame Ilaria ALLEGROZI, qui il y a quelques années, était employée par Amnesty International, avant de rejoindre « Human Rights Watch », n'est pas inconnue du Cameroun. Le caractère permanemment inexact et fallacieux de ses informations sur notre pays, a en effet décidé les autorités camerounaises à l'expulser hors du territoire national, le 12 avril 2019, et à arrêter conséquemment, toute collaboration avec l'ONG qui l'emploie.

On peut donc comprendre l'acharnement particulier avec lequel, depuis lors, Madame ALLEGROZI mène une véritable vendetta contre notre pays, principalement dirigée contre les Forces Nationales de Défense et de

Sécurité, et contre le Gouvernement camerounais, sous le faux prétexte de la protection des droits humains.

A cet égard, il y a lieu de noter que les manœuvres pernicieuses de l'ONG « Human Rights Watch » sont aujourd'hui dénoncées par plusieurs acteurs médiatiques nationaux et internationaux, ainsi que par des organisations de la société civile.

C'est notamment ce qu'atteste un dossier publié par l'Agence France Presse sur son site dédié au Fact-Checkings, intitulé, « Vrais drames, fausses informations : quand les réseaux sociaux alimentent les tensions au Cameroun ».

A travers ledit dossier, l'Agence France Presse révèle jusqu'à quel point la situation de tension qui prévaut dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, est envenimée par les commanditaires de cette crise et par les partisans des bandes armées sécessionnistes, au moyen des réseaux sociaux.

Au gré de ces manipulations, les partisans des courants sécessionnistes multiplient des publications fausses et trompeuses, en sortant des images de leurs contextes, pour illustrer des atrocités qu'ils imputent ensuite à l'Armée camerounaise.

C'est aussi ce que l'on remarque dans des publications diffusées le 15 février 2020 sur l'incident de Ngarbuh, où des images prises dans un pays d'Afrique de l'Ouest à la suite d'un accident de la circulation, ont été utilisées pour soutenir la thèse de massacres prétendument perpétrés par l'Armée camerounaise,

dans sa lutte contre les bandes terroristes dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

Et ce n'est pas tout.

Pas plus tard que ce jeudi 27 février 2020, il a été établi que des personnes dont les noms sont publiés par certaines Organisations Non Gouvernementales comme figurant parmi les prétendues victimes de Ngarbuh, sont bel et bien vivantes et qu'elles résident comme déplacés internes dans les villes de Yaoundé, Douala, Bafoussam et Bamenda.

En outre, alors que « Human Rights Watch » s'attèle à présenter des membres de l'ethnie Mbororo comme des milices co-auteurs des massacres de Ngarbuh et alliés du Gouvernement dans cette cause, une autre organisation de la société civile fait état des violences et autres exactions, ainsi que des pillages avec vols de bétails, subis par lesdites populations minoritaires, du fait des bandes armées sécessionnistes, qui au cours d'une récente attaque, auraient fait une quarantaine de morts, parmi lesquels, des enfants âgés de moins de 5 ans.

Une situation d'une évidente gravité, mais qui ne semble pas émouvoir outre mesure « Human Rights Watch », pas plus que l'assassinat dans des conditions insoutenables, de Madame Florence AYAFOR, ainsi que celui de centaines de membres des Forces de Défense et de Sécurité, décapités, émasculés, torturés ou enterrés vivants par des bandes armées sécessionnistes, des enfants tués, kidnappés et violés, pour s'être rendus à l'école, des enseignants

assassinés ou violentés, pour avoir osé braver les mots d'ordre de fermeture des établissements scolaires, etc.

Il vous sera du reste présenté tout à l'heure, à travers des images, quelques-unes de ces atrocités, au terme de ma présente déclaration.

Mesdames, Messieurs,

Cette collusion de certaines ONG avec les milieux terroristes, s'étend jusqu'au secteur de la santé, où il a été noté que Médecins Sans Frontières avait pratiquement transformé certains centres d'accueil médicaux en refuges des sécessionnistes séparatistes, se refusant à informer les autorités, tel que requis, de la présence de tout blessé par balle dans leurs établissements sanitaires.

S'agissant de nos Forces de Défense et de Sécurité qui constituent manifestement la principale cible des pourfendeurs de notre Nation, il convient de s'interroger sur les raisons profondes de l'acharnement dont elles font l'objet, alors même qu'elles sont engagées dans une mission à la fois citoyenne et républicaine, de préservation de l'intégrité territoriale et de sécurisation des populations et de leurs biens.

C'est le lieu une fois de plus, d'exprimer aux Forces Armées Camerounaises, l'appréciation et le soutien du peuple camerounais tout entier, ainsi que la Très Haute confiance du **PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DES ARMEES, pour leur sacrifice, leur dévouement et leur professionnalisme dans l'exercice de leur exaltante mission.**

Faut-il encore rappeler que, face aux hordes de sécessionnistes hors-la-loi, résolues et déterminées à tout mettre en œuvre pour annihiler les multiples efforts entrepris par le Gouvernement pour un retour à la vie normale dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, c'est à nos Forces de Défense et de Sécurité que nous devons aujourd'hui les avancées significatives enregistrées sur le terrain, notamment, la reprise des enseignements dans les écoles, lycées, collèges et universités, ainsi que celle des activités socio-économiques des populations, qui vaquent de plus en plus sereinement à leurs occupations.

C'est cette même Armée aujourd'hui prise à partie par certains, dont on s'est réjoui pourtant des prouesses, dans ses combats contre la secte terroriste Boko Haram de plus en plus réduite à sa plus simple expression dans la Région de l'Extrême-Nord.

Ce sont toujours ces Forces Nationales de Défense et de Sécurité, qui aujourd'hui, portent haut l'étendard du Cameroun au sein des missions internationales de paix à travers le monde, avec une égale bravoure, le même professionnalisme et le même sens de la discipline.

De plus, il faut le dire pour l'exalter, les Forces Nationales de Défense et de Sécurité vont bien au-delà de leurs missions strictement militaires, pour mener de nombreuses actions d'assistance et d'accompagnement social auprès des populations.

Nos Forces Armées sont aux côtés des populations, pour leur apporter un soutien multiforme, en termes de soins médicaux, d'appui à l'éducation ou encore de

réhabilitation des infrastructures de base endommagées par les exactions terroristes.

Comment comprendre dès lors qu'une telle armée soit accusée de retourner les armes mises à sa disposition pour défendre la République, contre les populations dont elle assure la protection au quotidien ?

Pour le comprendre, il faut admettre que dans la conspiration qui est ourdie contre nos institutions, les Forces Armées Camerounaises constituent un véritable rempart contre lequel les ennemis de la République ont décidé de s'attaquer, pour faire tomber l'édifice national, en s'appuyant sur quelques suppôts à la solde d'intérêts à peine voilés et qui, au fil du temps, dévoilent leurs sombres desseins.

Fort heureusement le peuple camerounais, dans son immense majorité n'est pas dupe, il a pleinement conscience des enjeux de l'heure, et il entend rester vigilant et mobilisé pour faire échec aux manœuvres de déstabilisation d'où qu'elles viennent, solidaire de son Armée et confiant dans le leadership éclairé du **PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, SON EXCELLENCE PAUL BIYA.**

Il y a fort à parier que les organisations telles que « Human Rights Watch », continueront à s'obstiner dans la désinformation et la manipulation de l'opinion.

Pour autant, face à cette obstination, le Gouvernement camerounais, pour sa part, entend tout mettre en œuvre, avec ses partenaires de bonne volonté, pour une

résolution définitive de la situation qui prévaut dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

Je vous remercie de votre aimable attention./.